

Le Congo bloque l'arrivée de militaires d'élite belges

La Belgique voudrait envoyer à Lubumbashi des militaires pour sécuriser le consulat. Mais les autorités congolaises refusent de délivrer un visa à cette dizaine de membres des Forces spéciales. Preuve que les relations sont toujours plombées par la méfiance entre Bruxelles et Kinshasa.

Pour justifier ce refus, le porte-parole du gouvernement congolais avance que « *si le consulat devait être menacé, c'est à la police congolaise qu'il appartiendrait de le sécuriser. Les Belges n'ont pas encore compris que le Congo de Papa, c'est fini...* » ■

Kinshasa se méfie de militaires belges

RD CONGO Visas bloqués pour des soldats d'élite qui devraient rejoindre Lubumbashi

► Un climat d'inquiétude, de suspicion, de psychose parfois, continue de prévaloir entre le régime du président Kabila et les Occidentaux.
► L'affaire des militaires que la Belgique veut envoyer pour sécuriser le consulat de Lubumbashi et auxquels les autorités congolaises refusent de délivrer un visa en est

un exemple éclairant.

Malgré la conclusion d'un accord politique entre Congolais, salué par la Belgique, les relations sont toujours glaciales entre Bruxelles et Kinshasa, plombées par la méfiance. Comme en décembre dernier, le Congo vient de refuser que Bruxelles envoie à Lubumbashi une dizaine de militaires, des DAS – des agents de sécurité, membres des Forces spéciales –, chargés de protéger le consulat général.

Rappelons que, découlant de l'accord obtenu par la conférence épiscopale du Congo le 31 décembre dernier, les négociations politiques se poursuivent à Kinshasa, entre autres pour le choix d'un Premier Ministre issu de l'opposition.

Cependant le malaise entre le Congo et ses alliés occidentaux, dont la Belgique, est loin d'être dissipé. En décembre dernier, outre l'annonce de sanctions ciblées contre des proches du président Kabila, la Belgique, la France, les Etats-Unis, entre autres, avaient déconseillé à leurs ressortissants de se rendre

au Congo ou d'y rester plus que nécessaire. Cependant, alors que mises en garde sévères sinon ultimatums se succédaient, les diplomates occidentaux furent totalement absents de la « négociation de la dernière chance » initiée par les évêques congolais avec le soutien du pape François. Dans l'enceinte du centre diocésain, les Congolais se retrouvèrent entre eux. Une fois l'accord conclu, la « communauté internationale » qui avait été tenue à l'écart des discussions et en ignorait largement le contenu, se contenta de souhaiter que les engagements soient mis en œuvre sans tarder.

Ce satisfecit n'a toutefois pas réussi à dissiper les inquiétudes des uns, la psychose des autres. En effet, les ambassades occidentales ont maintenu, sinon renforcé les mesures de sécurité prises en décembre. C'est ainsi que la Belgique essaie toujours de renvoyer au Congo la

dizaine de militaires (des troupes d'élite) qui, chargés de protéger le consulat général à Lubumbashi, avaient déjà été « recalés » fin 2016.

Nouvelle tentative

Une nouvelle tentative a eu lieu cette semaine, lorsque les passeports de ces militaires furent introduits dans d'autres dossiers, relevant, eux, du partenariat existant entre la Belgique et le Congo en vue de former la nouvelle armée congolaise, à Kindu entre autres. Les Congolais avancèrent que les passeports diplomatiques relevaient des Affaires étrangères (en vertu de la Convention de Vienne) et non de la coopération militaire.

Nous expliquant ces réticences, le ministre de l'Information et porte-parole du gouvernement congolais, Lambert Mende devait parler de « nouvelle pro-

vocation », ajoutant que « *si le consulat de Belgique à Lubumbashi devait être menacé, c'est à la police congolaise qu'il appartiendrait de le sécuriser. Les Belges n'ont pas encore compris que le Congo de Papa, c'est fini... Les procédures doivent être respectées...* »

Pour expliquer cette méfiance, le ministre évoqua aussi la méfiance, sinon la psychose qui hante en ce moment les Congolais : « *Dois-je vous rappeler que c'est dans l'« interrègne » des présidents américains que tant Patrice Lumumba que Laurent Désiré Kabila ont été assassinés, en janvier 1961 et en janvier 2001, c'est pour cela que lundi et mardi prochain seront des jours fériés, des « journées des martyrs ». Nous croyons qu'un attentat est toujours possible et, à la veille de l'investiture de Donald Trump, nous prenons nos précautions...* »

Ambiance... ■

COLETTE BRAECKMAN